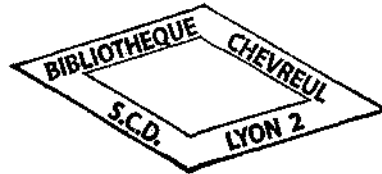


JEAN DIMI-NIANGA



**LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DES CADRES SOCIO-ECONOMIQUES
AU CONGO (1960-1984) :**

**Contribution pédagogique au développement
de la région M'Bochi d'Ollombo**

THÈSE

soutenu devant l'Université Lyon II en vue
DU DOCTORAT DE SCIENCES DE L'EDUCATION
(Nouveau régime : Loi N° 84-52/26/1/84)

TOME I

Directeur de recherche : P.-Cl. COLLIN

632 162

Année 1986

TABLE DES MATIERES

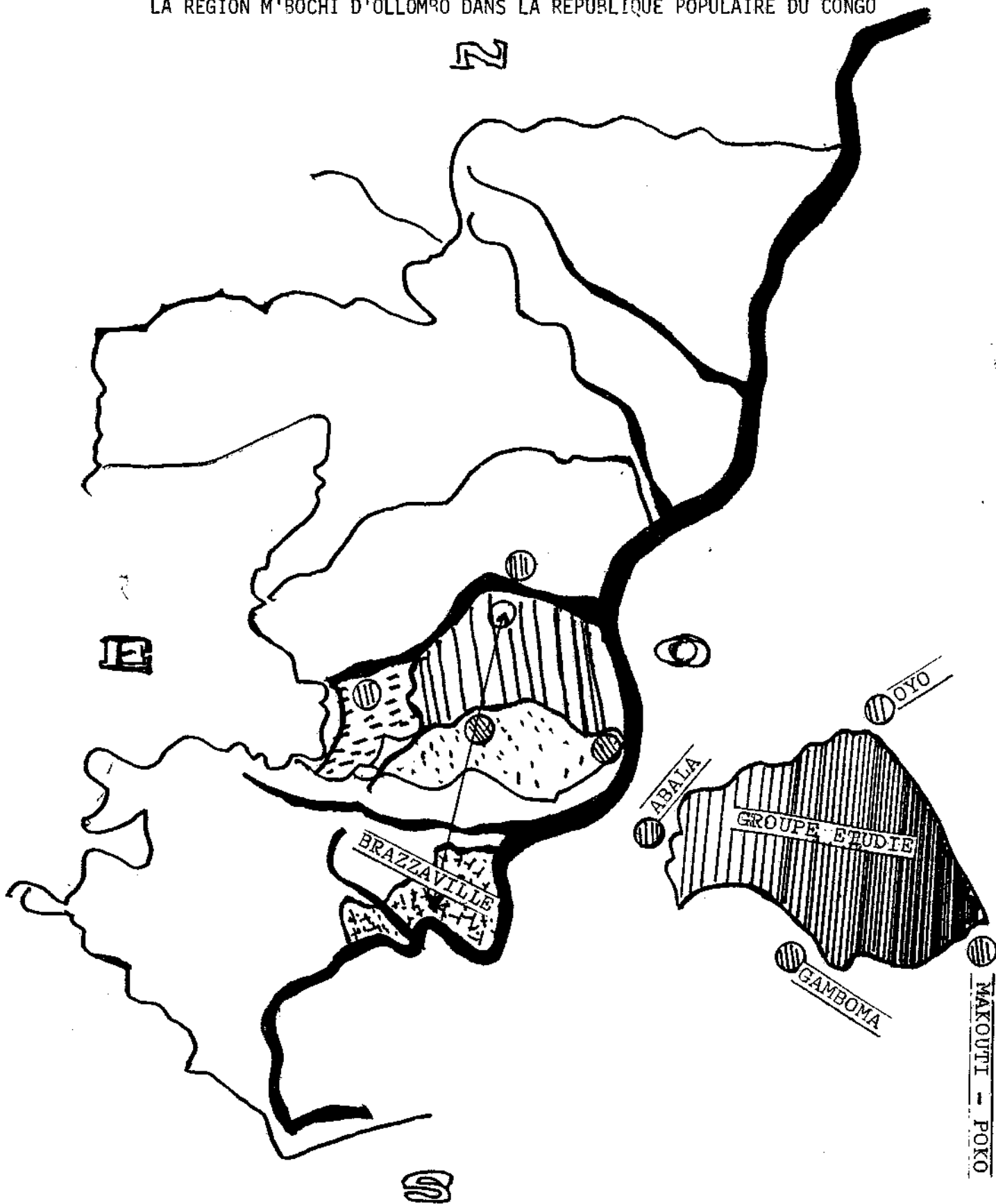
| | Pages |
|---|--------|
| ← AVANT PROPOS | 3 |
| - INTRODUCTION GENERALE | 10 |
| <u>PREMIERE PARTIE : LES USAGES COUTUMIERS DE FORMATION</u> <u>OU L'EDUCATION PROFESSIONNELLE</u> <u>TRADITIONNELLE</u> | 40 |
| <u>CHAPITRE I</u> : La surface morpho-écologique du pays M'Bochi et l'appropriation sociale d'un espace multiforme | 45 |
| <u>CHAPITRE II</u> : L'exercice des activités économiques et l'acquisition des savoirs techniques | 63 |
| <u>CHAPITRE III</u> : Les formes de sociabilité inter- ethnique et l'intériorisation des conduites collectives | 82 |
| <u>CHAPITRE IV</u> : Les modèles de la cohésion sociale et l'apprentissage de la régulation des conflits | 113 |
| <u>CHAPITRE V</u> : Les perceptions religieuses et la transmission des actes mythiques | 142 |

| | |
|---|-----|
| <u>DEUXIEME PARTIE : LES USAGES MODERNES DE FORMATION</u> <u>=====</u> | |
| PROFESSIONNELLE SPECIALISANTE | 196 |
| | |
| <u>CHAPITRE I</u> : LE CADRE GEOGRAPHIQUE DE BRAZZAVILLE OU LA SURVALORISATION D'UN ESPACE ECLATE | 202 |
| | |
| <u>CHAPITRE II</u> : L'APPRENTISSAGE SPECIALISE DES TECHNIQUES AGRICOLES | 223 |
| | |
| I - La transmission des techniques agricoles à l'ère coloniale | 224 |
| | |
| II - La formation agricole après 1960 | 234 |
| | |
| III - Les structures d'accueil du Lycée Agricole Amilcar-Cabral | 239 |
| | |
| IV - Les données pédagogiques du processus de spécialisation | 259 |
| | |
| <u>CHAPITRE III</u> : LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES MAITRES OU LA TRANSMISSION DES TECHNIQUES D'ENSEIGNEMENT DE PREMIER DEGRE | 289 |
| | |
| I - Les origines ou les sources de provenance | 292 |
| | |
| II - Le développement ou lr pairs en charge de la formation professionnelle des maîtres par les "nationaux" | 299 |
| | |
| III - La création de l'Ecole Normale d'Instituteurs de BRAZZAVILLE | 305 |
| | |
| IV - L'environnement urbain de formation | 308 |
| | |
| V - L'organisation des actes de formation | 311 |
| | |
| VI - Le trajet de la formation | 317 |

| | Pages |
|-----------------------|-------|
| - CONCLUSION GENERALE | 375 |
| - ANNEXES | 401 |
| - BIBLIOGRAPHIE | 495 |
| - Table des Matières | 537 |

INTRODUCTION GÉNÉRALE

LA REGION M'BOCHI D'OLLOMBO DANS LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO



Echelle : 300 Km.

Il y a six ans, nous avons présenté à cette même université une recherche intitulée : Tensions créées dans les mariages coutumiers par les effets du nouveau code de la famille chez les M'Bochi d'Ollombo (Congo) et nous avons obtenu le Diplôme des Hautes Etudes des Pratiques Sociales (D.H.E.P.S.). L'intérêt que nous portions et portons encore envers cette société particulière s'enracine dans deux constatations complémentaires : d'abord nous en sommes originaire, ensuite nous avons eu à y exercer des responsabilités professionnelles, à la tête de l'administration publique, ayant un statut de cadre des services administratifs et financiers (S.A.F.) à l'issue d'une formation en la matière. Or, nous avons vivement ressenti le malaise et même les résistances et les bouleversements provoqués dans cette région par les nouvelles règlementation édictées et les nouveaux usages imposés. Dans cette première étude, nous avons observé et analysé un point très précis de la réalité sociale et relatif à l'une de nos préoccupations administratives dans l'ordre des unions matrimoniales et, ce faisant, des patronymies et des filiations. Mais, poursuivant et élargissant notre réflexion et notre recherche pour tenter de cerner les causes essentielles des tensions suscitées, nous présentons aujourd'hui une étude portant sur la Formation professionnelle des Cadres socio-économiques au Congo (1960-1984) : contribution pédagogique au développement de la région M'Bochi d'Ollombo.

Nous estimons, en effet, que la cause principale des tensions créées dans la zone considérée tient au fait d'une dissonance voire d'une distorsion entre les modèles de formation professionnelle tels qu'appliqués et mis en oeuvre tant dans la zone rurale étudiée que dans les centres spécialisés, de Brazzaville. C'est pourquoi nous nous plaçons résolument dans

le cadre des sciences de l'éducation et nous entendons apporter une contribution pédagogique au développement de cette région particulière.

Il s'agit donc d'abord, en l'occurrence, d'analyser l'organisation formative, les axes pédagogiques et les procédés didactiques qu'une population se donne par legs et préserve par répétition, pour gérer son propre sort, assurer sa survie et transmettre son patrimoine technique, social et culturel aux nouvelles générations. Il s'agit également ensuite d'analyser les données de la formation professionnelle moderne, initiale, moyenne et supérieure que la population consent à faire diffuser pour certains de ses membres qui auront un jour la charge d'encadrer son développement. Ce faisant, cette recherche offre un aspect singulier, dans son objet et dans sa présentation, plus ou moins classique dans sa forme, pour une part ethnologique et sociologique, notamment en ce qui concerne la zone rurale considérée, dans une perspective anthropo-pédagogique.

Nous avons conscience que, pour être scientifique ou rigoureuse, cette étude ne pouvait exister qu'à condition de répondre déjà par l'affirmative à la question suivante : la région M'Bochi d'Ollombo forme-t-elle une unité sociale, homogène et pertinente, présentant les conditions d'une recherche particulière ? En d'autres termes, dispose-t-elle en son sein des conditions nécessaires de cohérence, d'originalité et de permanence pour que l'on puisse valablement décrire et analyser la formation des cadres socio-économiques pour résoudre quotidiennement la variété de ses problèmes de vie collective ?

Trois brefs commentaires nuancés concourent à apporter ici une réponse positive ; distinctement, ils résument trois premières approches d'ordre géographique, historique et humain.

Géographiquement, la région M'Bochi d'Ollombo fait partie du Sud de la Cuvette Congolaise, - position qui la différencie ou la distingue assez précisément des autres régions avoisinantes (carte n° 1). La contrée fait partie des grandes forêts, savanes et plaines au rythme moins changeant des saisons qu'une nature sauvage, non maîtrisée dans la grande partie de son étendue. Le sud de la cuvette congolaise est limité du Nord à l'Est et de l'Est à l'Ouest par la rivière LIMA, au sud par le district de GAMBOMA. Le pays M'Bochi d'Ollombo constitue une zone de dépôts alluviaux quaternaires, il comporte 150.000 km² d'alluvions sableuses, argileuses. Son altitude est de 370 à 380 mètres sur le pourtour et décroît en direction du fleuve Congo à 280 mètres environ, près de M'Pouya, le point le plus bas. Les auréoles régulières d'un bassin classique se succèdent ainsi vers l'est. Grès tendres, argiles et marnes de la série crétacée apparaissent vers 300 mètres d'altitude quand les rivières ont crevé le plafond vers 400 mètres. Ce plafond est fait de sables silicieux et limoneux.

Ainsi définie, la contrée est couverte au nord et à l'est par une forêt ombrophile qui ferme le paysage. Au centre, des forêts secondaires s'articulent et se répandent vers le sud-ouest. Au sud enfin, divers types de savanes, à trachypogons puis andropogons dominants, effacent la forêt et abondent alors les grandes et monotones savanes des plateaux Ba-Téké.

Le réseau hydrographique du sud de la cuvette congolaise est très puissant. Il représente au sein du territoire national un potentiel des forces hydrauliques insoupçonnables, mais négligé volontairement ou involontairement soit par suite des difficultés économiques, soit par manque d'initiatives novatrices relatives à la formation professionnelle des agents de développement issus de cette société.

Ce réseau hydraulique constitue plusieurs voies de communications entre les différentes zones de la région.

La LIMA est une rivière navigable en toutes saisons sur 500 km ; elle débouche sur le fleuve Congo et fait communiquer les populations locales avec celles du Zaïre et des régions côtières de la République Populaire du Congo. La KOMO, affluent de la LIMA, est navigable par intermittence et mesure 50 km depuis son confluent jusqu'au poste d'Ollombo. La TSAKOSSO, navigable en saison de pluies. Ces trois voies d'eau constituent les indices des distinctions climatiques, notamment pluviométriques qui attribuent à cet espace régional une affinité certaine, sans doute particulière, fort différente des réalités climatiques et pédologiques de l'espace géographique le plus représentatif du territoire national.

Par un changement de décor paysagé dont on verra ultérieurement l'importance, la contrée du bassin oriental du Pool est située à quatre cents soixante dix kilomètres de la région M'Bochi d'Ollombo. Le citadin qui réside dans cet espace circonscrit autour de BRAZZAVILLE (carte n° 9), le connaît bien : il est étendu sur un espace de 48 km² en éclatement permanent. Cet environnement géographique construit sur le bord du Stanley Pool, était à l'origine encadré par deux villages Ba-Téké : celui du chef Mbakwa établi dans la plaine, celui du chef Mbama établi sur la terrasse supérieure dominant le fleuve. En 1889 le poste administratif a déjà rassemblé à son contact, un village de 350 habitants issus des sociétés et races hétérogènes - qui est à l'origine de l'actuel centre urbain de renommée nationale et internationale. Cet espace important, survalorisé, sert ainsi de cadre non seulement au développement d'une grande capitale administrative, mais encore à la poussée rapide d'une véritable culture négro-urbaine.

Ce cadre géographique de BRAZZAVILLE de moyennes dépressions allongées entre les élévations des plateaux Ba-Téké au Nord et des coteaux Ba-Bémbé au Sud, bénéficie, selon la formule du géographe J. DRESCH

noté par G. BALANDIER, d'une ville "Création des blancs qui se peuplent de noirs" (1) ; elle bouleverse le peuplement des régions environnantes, établit de nouveaux types de relations sociales, élabore des "paternes culturels originaux" (2) ; on l'a dit d'après le vocabulaire employé couramment au Congo, peuplée d'éléments dits "évolués" ou "détribalisés". A partir de 1918, ce mouvement d'émigration vers BRAZZAVILLE s'accélère et l'on totalise environ 10.000 habitants répartis sur sept quartiers qui vont devenir des grandes banlieues. Ce qui est à reconnaître par une terminologie plus ou moins adéquate, l'ampleur des transformations psychologiques que cet environnement géographique urbanisé devrait susciter. Il représente donc un phénomène humain complexe dans ses aspects naturel, social et mental ; la caractéristique la plus apparente est, partout, l'observation d'un accroissement rapide démesuré par rapport au potentiel démographique économique et culturel des régions de l'intérieur en général, des M'Bochi d'Ollombo en particulier, marquées ici, d'une stricte dépendance à l'égard de la société coloniale qui a provoqué son apparition.

Parmi leurs réponses profondément révétables, les populations affirment avec confusion apparente leur homogénéité sociale par des "oui" et des "non".

"Oui" pour la délimitation naturelle qui distingue les M'Bochi d'Ollombo des autres sociétés des régions environnantes : les Bangangoulou, - Moyes, Ondinga, Ngayé, - N'Guilima et N'Golo ; pour leurs manières d'agir, de concevoir et d'appréhender le réel, portant sur leur mode de vie à

(1) (G.) BALANDIER. *Sociologie des BRAZZAVILLES noires* ; Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1985, 16.

(2) (L.) LEVI-STRAUSS. *L'anthropologie structurale* ; Paris, Plon, 1958, 454 p.

travers leur type d'organisation ethnique ou tribale, d'institutions formatives et éducatives, de reproduction sociale, enfin de tout ce qui peut régir un groupe social précis.

"Non", les gens expriment qu'ils sont "Ombossi-m'ollée" (sing.) "ambossi-ba-ollée" (pl.) ; et non "M'bochi d'Ollombo". Cette réponse négative nous renvoie à l'histoire de la mise en place ou à l'occupation du territoire de la région. Mais le recueil de ces faits historiques apparaît difficile à cerner ici, - faute de documents existants, alors que l'installation de cette entité sociale particulière, comme celle du nord ou du sud, de l'est ou de l'ouest, précède largement l'histoire de la création de BRAZZAVILLE, liée aux trois voyages de PIERRE SAVORGAN de BRAZZA au Congo entre 1880 et 1905. Et ils ne manquent pas de reprocher à cette innovation dominante, de s'être substituée à l'histoire de chaque ethnie du Congo à la former d'un rassemblement, d'un regroupement plus large de toutes les communautés en fusion avec l'installation européenne.

Certes, dans cette appréhension, nous pouvons mentionner que s'il peut y avoir des similitudes culturelles dans l'ensemble des sociétés congolaises, les sous-cultures sont souvent très différentes.

Ainsi, à partir de ce passé historique qui recouvre la mémoire collective, les gens dénoncent que le nom "M'Bochi d'Ollombo" n'est qu'une simple déformation linguistique soutenue par une volonté de soumission de la part de la population autochtone envers l'administration coloniale depuis 1899. Par ailleurs, la notoriété d'"Ollombo" est l'effet de la planification congolaise ; "Ollombo" n'est qu'un tout petit village implanté par les dissidents ralliés des villages environnants de la contrée. En 1960, l'évènement de l'indépendance nationale contribua à donner une impor-

tance nouvelle à ce groupement de la plaine sableuse et des rizières marécageuses, situé au carrefour de trois axes routiers nationales et secondaires : entre - Oyo, GAMBOMA et ABALA (carte n°I). Dans une période relativement courte de dix ans environ, les pourparlers furent engagés depuis BRAZZAVILLE, à la suite des conflits issus de la "colonisation", de la part des originaires des anciens chefs-lieu des districts d'Abala et de GAMBOMA - des N'GUILIMA, - N'GAYE, - N'GANGOULOU et TEKE à l'égard des M'Bochi "d'Ollée", de "Tsongo", "d'Assoni", de "Bombo", d'"Illanga" et d'"Abalé".

Un document officiel daté d'octobre 1968, signé par le Président Manien N'GOUABI, autorise pour la première fois la création du poste de contrôle administratif (P.C.A.) d'Ollombo. Depuis cette date, les autorités les plus représentatives du gouvernement résident en ce chef-lieu de la circonscription.

Malgré ce baptême administratif négocié, dont les finalités convergent pourtant avec l'opinion des populations autochtones, le nom le plus usité reste le dénominateur ethnique. Certes, la contestation, voir le refus du nom "Ollombo" n'est nullement l'objet d'un caprice quelconque : ils prennent leur source dans les représentations mentales. Accepter le nom d'un autre village, lignage et clan, sans indice ni références d'appartenance, c'est aussi accepter l'identité sociale, les ancêtres mythiques, les coutumes particulières, les savoirs-faire et savoir-être particuliers d'une entité étrangère.

Cependant, les habitants répondent à l'appellation "M'Bochi d'Ollombo" attribuée par les agents du gouvernement selon les contraintes politiques, administratives, juridiques, économiques, sociales et culturelles... A ces occasions multiples et multiformes, les M'Bochi autochtones font semblant d'accepter le nom "Les M'Bochi d'Ollombo", comme un signe d'homogénéité qui recouvre leur identité collective ou leur unité régionale.

Par ailleurs, les originaires M'Bochi, jeunes gens et adultes éduqués et formés en milieu scolaire, donc adhérents au processus de développement, refusent avec mépris le terme "AmbossiBa-Olée". Cette appellation connote pour eux des représentations mentales, schémas mentaux et rationalités de type primitif, féodal, attardé. Aussi, comme le souligne M. CROZIER (1), dans une société en mutation, la supériorité des rapports de force étant du côté "des acteurs du système", le vocable "M'Bochi d'Ollombo" devient officiel et s'impose pour toutes les populations de la région.

En conséquence, la région des M'Bochi, recouvre l'actuelle circonscription afférente au poste de contrôle administratif d'Ollombo (P.C.A.) et s'étend à cinq zones : ALIMA, AKOUSSIKA, DJALENTSE, POMBO et ONDAY-NDOULA.

Toutefois et malgré ces nouvelles désignations de ce découpage récent qui s'apparente encore à ceux des périodes coloniales, nous sommes amené à constater combien les usages coutumiers demeurent amplement nombreux et enracinés dans les conduites ethniques ou tribales et combien demeure inchangée, scrupuleusement respectée, la formation professionnelle polyvalente régionale pour l'exercice des activités agraires, de chasse, de pêche, etc. - et sous cette même influence maintenue - pour une spécificité de la vie sociale des "M'Bochi d'Ollombo". Cependant, si la structure de l'ancienne économie villageoise se trouve encore répétée tant au niveau agricole qu'à celui des travaux divers, et rattachée à des circuits intra-régionaux et nationaux, il reste que certaines pratiques récentes, largement démarquées de conduites millénaires, constituent les objectifs et finalités poursuivis par les nouveaux usages mis en oeuvre depuis deux ou

(1) (M.) CROZIER - (E.) FIERDBERG. *L'acteur et le système* ; Paris, Ed. du Seuil, 1977, 79-80.

trois décennies et issus de la nouvelle formation professionnelle centralisée, sont actuellement survalorisés et que l'ensemble des modèles traditionnels paraissent fortement désavoués "rejetés" par les leaders nationaux afin d'ébranler radicalement les formes coutumières collectives de sociabilité, de cohésion inter-clanique, des représentations et conduites mythiques et même la totalité du système habituel de production M'Bochi d'Ollombo.

Motivé par les résultats de nos premières observations, nous avons d'abord tenté d'élucider les dimensions et la prégnance des noms ethniques et tribales de cette population. Nous avons l'intuition que cet itinéraire, s'il n'est pas classique, nous conduit au fond de la connaissance du groupe. D'où cette appréhension, il s'agit d'observer et expliquer le contenu de la mémoire ethnique et tribale qui constitue le support et la dynamique du psychisme social du groupe où sont accumulées et mémorisées les habitudes des conduites et représentations passées qui, aujourd'hui constituent et représentent le potentiel des relations entre les éléments géographiques et événementiel, donc sa surface morpho-écologique, et la communauté qui y réside. Par cette étude, nous sommes introduit dans leurs échanges réciproques à l'endroit et au moment où ils émergent, s'expriment et sont évoqués. En suivant cette démarche spécifique et originale, nous avons voulu éviter de retomber dans les modèles habituels des recherches abstraites compilant amplement les théories forgées à l'extérieur du monde rural africain ou congolais, et ainsi décrire une population sous son aspect le plus concret et le plus actif, le plus intime et le plus significatif, à la fois stable, dans sa résistance aux changements "téléprogrammés" et inspirant l'ensemble des références sur lesquelles repose toute l'organisation des activités à court et à long terme.

Cette première exploration a conduit à découvrir les causes pour lesquelles ce groupe social apparaît fortement marqué par l'espace géographique et évènementiel dont il hérite et où il s'insère totalement pour l'approprier selon la volonté des ancêtres transmetteurs. Il s'agissait de cerner les éléments du paysage, relief, climat, texture des terrains, hydrographie, flore, faune qui constituent les fondements naturels par lesquels la population détermine ses propres dimensions et qu'elle perçoit dans l'espace et dans le temps.

Les habitants constituent ainsi un groupe social homogène dont les pratiques culturelles, les structures sociétares, les conduites collectives et individuelles, les attitudes mentales, les systèmes sont partout identiques malgré quelques indices locaux sporadiques de certains traits de l'environnement zonal ou villageois. L'unité et l'immobilité l'emportent sur toute la perception. En retour, les habitats se montrent partout, profondément attachés à cet environnement naturel, selon une relation affective et sentimentale envers les choses et les gens qui le composent.

La région M'Bochi d'Ollombo constitue également un groupe social original par l'importance accordée aux formes de sociabilité inter-clanique et l'intériorisation des conduites et attitudes claniques. Très fréquemment exprimés dans des assemblées et rituels parentaux aux dimensions étendues, les mythes appris hiérarchiquement et réaffirmés paraissent maintenir inchangés les relations interpersonnelles et unifier les comportements à l'égard des partenaires des groupes d'âge, plus qu'ils ne créent de distorsion : liés à la diversité des groupes observables et aux comportements collectifs, ils associent entre eux les éléments d'influence réciproque entre une personne et un groupe immédiat. Cette dimension étendue qui s'in-

sinue dans toutes les formes et dans toutes les relations de ce groupe contribue à enraciner les conduites dans un ordre de structures à la fois humaines et spatiales.

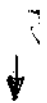
La vie ethnique et tribale semble ainsi puiser ses normes dans l'espace aménagé et dans l'espace naturel. L'ordonnement du village, l'exercice des activités économiques et l'acquisition des savoirs ethniques, les modèles de la cohésion sociale et l'apprentissage de la régulation des conflits, les perceptions religieuses et la transmission des actes mythiques, tout cela renvoie à une reproduction et une permanence des techniques coutumières, nées des connaissances empiriques et intériorisées par les expérimentations fécondes et efficaces dans tous les domaines.

La mémoire ethnique ou tribale, véhicule encore une véritable rationalité spécifique, constituée et constituante (1) des schémas mentaux particuliers, successivement transmis de génération en génération par l'apprentissage de la langue locale, qui, usitée en permanence, confère aux mentalités à la fois support, expression et donne aux expériences journalières à la fois signification pratique et axiologie symbolique.

En revanche, pour les agents de l'administration, y compris pour les M'Bochi revenus au pays après une longue période de formation professionnelle dans l'univers Brazzavillois, ces ~~règles~~ ancestrales paraissent si oppressantes et tellement immobilisantes, dépourvues de dynamisme progressiste, < que de nouvelles techniques socio-économiques et en l'occurrence leurs

(1) (P.C.L.) COLLIN. La "S'éducation permanente des Monts du Lyonnais < 9 (1950-1980), Lyon, Université Lyon II, 1982, t... 1, 14 (Thèse de Doctorat d'Etat, ès Lettres et Sciences humaines).

effets mobilisateurs apparaissent indispensables pour instaurer un processus de développement régional et utiles pour perfectionner les activités de chacun des paysans. Il leur convient donc d'être particulièrement hostiles à la profonde immobilité du paysage multiforme, à la fixité de la texture de la terre, à la permanence de la flore et de la faune, à la perpétualisation des espèces culturales, à la tonalité du discours des patriarches et matriarches, à l'enclavement culturel par le parler local, à l'isolement social par rapport aux circonscriptions voisines, à l'ordonnement inchangé des lieux de rencontre. En particulier, l'hostilité manifeste des agents administratifs à l'égard de la permanente fixité des aspects spatiaux et géo-humains les amènent à conclure qu'ils doivent transgresser les usages coutumiers d'éducation professionnelle : faire plier la nature et les groupes ethniques ou tribaux qui se l'approprient à leurs exigences, avant de tenter lentement ou par la contrainte de les amener à accepter leur planification préprogrammée, selon les normes et les effets prédisposés.



En cela nous décelons plus qu'une divergence de pratiques ou qu'une opposition de principes, mais une divergence entre des rationalités inconciliables, fondées notamment sur des perceptions différentes de la durée. Pour les promoteurs des techniques novatrices, le présent ne revêt d'importance qu'en fonction de ce qu'il permet de préparer pour un avenir estimé meilleur au nom duquel il convient aujourd'hui de transformer chacune des composantes de l'univers naturel et social, selon les règles des techniques les plus éprouvées. Au contraire, pour la population locale, le présent est diffus et fragile, à la fois rapide et lent, individuel et clanique, fait d'évènements instantanés inscrits dans une émergence surprenante et d'évènements répétés issus d'un passé lointain, alors que ce passé et ce présent renvoient toujours aux ancêtres qui ne cessent de prédisposer dans l'au-delà des forces et techniques du travail des vivants. Fiers et humbles

héritiers d'un passé harmonieux, gestionnaires d'un patrimoine ancien maintenu jusque dans le présent, responsables actuels d'un avenir qu'ils veulent transmettre aux générations suivantes, les M'Bochi d'Ollombo se perçoivent au centre d'une durée dont ils sont dépositaires et continuateurs. Grâce à la reproduction des usages coutumiers de formation polyvalente, le passé est confondu avec le présent et de celui-ci découle l'avenir.

D'un côté, au risque de nous répéter, nous devons affirmer que nous sommes en présence d'un groupe que l'on pourrait désigner comme traditionaliste, même si la région M'Bochi d'Ollombo ne constitue pas une entité sociale absolument figée, si personne ne peut nier qu'elle a évolué depuis des millénaires et si l'on doit reconnaître à de nombreux signes qu'elle continue d'évoluer actuellement. Néanmoins les plus anciennes comme les nouvelles générations se montrent accrochées au passé auquel elles font fréquemment référence et peu pressées d'introduire des novations fondamentales tant dans leurs conduites villageoises que dans leurs activités agraires. D'une autre côté, à l'extérieur et à l'intérieur même de cette population, issus ou marqués par les données structurantes du bassin oriental du Pool ou la ville de Brazzaville, un groupe hétérogène d'agents administratifs dans une situation générale que l'on pourrait désigner comme "civilisatrice" ou "évoluée", affichant un haut niveau de compétence et de technicité pour mener les activités agricoles, pour améliorer la productivité des hommes, pour assurer leur formation spécialisée et pour promouvoir le développement des zones urbaines et rurales du Congo. Ces quelques notations désignent les éléments les plus apparents des constatations présentées dans la "Sociologie des Brazzavilles noires" de G. BALANDIER (1) qui anticipent celles de J.M. GIBBAL (2) à propos des "villes africaines" et de l'acceptation des Congolais et M'Bochi d'Ollombo à l'égard d'un changement en faveur des idéaux européens. En par-

(1) (G.) BALANDIER. *La sociologie des BRAZZAVILLES Noires ...*, 26.

(2) (J.M.) GIBBAL. *Citadins et villageois dans la ville africaine - L'exemple d'Abidjan*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, François Maspéro, 1974, 137.

ticulier, les agents qui ont suivi leur formation socio-économique dans cet espace présentent une volonté unanime de valoriser les incohérences des groupes ethniques au profit de la cohérence des groupements professionnels, quitte à se défaire eux-mêmes de tout particularisme ethnique ou tribal et de suspendre leurs comportements, conduites, attitudes et représentations mentales antérieurs. Ils participent désormais activement à une promotion individuelle, après avoir bénéficié d'une formation professionnelle périodique, régulée et mesurée, qui s'appuie sur l'acquisition des savoir-faire et savoir-être modernes, basée sur la transmission théorique des techniques, connaissances et compétences professionnelles.

Tels sont quelques aspects, brièvement relatés, du contexte ethno-sociologique de notre étude, après avoir constitué celui de nos premières observations et réflexions d'autochtone et d'homme de terrain. Elargissant et approfondissant notre regard, nous avons voulu inventorier et analyser les modes de formation professionnelle et d'éducation sociale tant au niveau des M'Bochi d'Ollombo qu'à celui des écoles spécialisées moyennes et supérieures dans l'univers Brazzavillois. Dès lors cette recherche ne cesse d'être anthropologique alors même qu'elle incline à être pédagogique.

Parmi toutes les modalités de formation professionnelle traditionnelles qui se présentent à nous, nous en avons retenu huit, successivement repérées, classées en deux colonnes parallèles et analysées, selon leur perpétuité, leur émergence, leur évolution, par amplification ou par déclin, quelques unes au cours de plus de cinq siècles, les autres accentuées depuis trois dernières décennies. Et s'il nous convient de retenir ce dernier laps de temps comme une période la plus pertinente, c'est suivant les avis de quelques témoins privilégiés comme selon les études de quelques institutions spécialisées en la matière (1), les années 1956 et 1960 marquant l'émergence de la formation professionnelle des cadres socio-économiques dans le but d'assurer la politique de développement national.

(1) Il s'agit essentiellement de la Direction des Ecoles de Métiers et de l'Institut National de Recherche et d'Action Pédagogique du Congo.

Parallèlement, nous avons observé, décrit et analysé plusieurs institutions brazzavilloises répondant à l'effort de spécialisation professionnelle à l'intention des jeunes et adultes scolarisés, notamment des futurs cadres et agents intermédiaires du développement rural. Ecoles hétérogènes, multiethniques et multiraciales, instituées au gré des besoins nationaux, que nous avons explorées par connaissance directe ainsi que par les transmissions et publications des organismes pédagogiques et politico-administratifs compétents en la matière, au service des formateurs et des formés.

En outre, une telle recherche aux deux objets parallèles et opposés, exige qu'une interrogation centrale, unique et unifiante soit rigoureusement formulée et la parcourt consciemment, parfois très explicitement mais toujours présente. Elle apparaît désormais essentielle, dans un ordre à la fois explicatif et conceptuel, utile autant à la connaissance qu'à l'action. Comment et pourquoi cette société M'Bochi d'Ollombo, demeure-t-elle intacte dans ses moeurs d'éducation professionnelle, malgré une perte calculée de ses membres qui tendent à l'orienter dans une autre voie ? Comment opère-t-elle dans la reproduction quasi intégrale de ses usages pédagogiques polyvalents aux effets quotidiens si enracinants ? Nous pouvons encore formuler cette question de la façon suivante. De quelle formation professionnelle, les M'Bochi d'Ollombo se dotent-ils pour être capables à la fois de supporter des dissensions incessantes et pressantes et de préserver de manière stabilisante leurs habitudes coutumières, au cours de ces dernières décennies jusqu'à nos jours ?

Cette interrogation noue notre double recherche sur les deux pratiques pédagogiques considérées, l'une globale et ethnocentrée, l'autre spécialisée et exogène, sinon extravertie. Ce faisant, notre regard se porte sur une nouvelle interrogation dont la réponse constituera en partie l'objet

de notre conclusion. Ces procédures formatives ou éducatives, aux aspects divergents sinon contradictoires, déployées par répétition ou par novation, ont-elles des points de convergences dans leurs finalités essentielles, à savoir au-delà de l'intériorisation des conduites, celle des valeurs et symboles, quelles que soient leurs formes scolaire et non scolaire d'apprentissage, convergences qui permettraient de réconcilier

la production locale et ses agents de développement, moyennant quelques accommodations réciproques et secondaires ?

Lorsque nous avons choisi de mener et d'appliquer notre recherche dans le cadre des Sciences de l'Education, nous avons ressenti une certaine appréhension de la part de plusieurs de nos interlocuteurs. Nous avons nous-même éprouvé un doute lorsqu'auparavant nous avons consulté les ouvrages les plus classiques en matière de développement et de situation sociale anomique. Ces oeuvres apparaissaient essentiellement descriptives et plates, sans rechercher les dynamiques internes, ni les causes profondes des affrontements, ni les lieux possibles pour une mobilisation des forces sociales. Si quelques unes d'entre elles abordaient les composantes d'une action éducative effectuée ou à engager auprès d'enfants scolarisés, elles se montraient muettes ou très vagues quant à une recherche et une analyse de type pédagogique ou éducationnel à l'égard d'un groupe social dans son entier. Nous avons donc conscience que nous manquons des vocabulaires admis et des concepts forgés de la manière la plus authentique et référencée, pour traiter ici des phénomènes non seulement éducatifs mais plus particulièrement formatifs selon un double modèle coutumier et novateur, touchant d'une part l'ensemble organisé et hiérarchisé d'une population rurale et d'autre part les adolescents et adultes en situation de formation professionnelle comme futurs cadres de développement.

Il nous est alors apparu nécessaire de recourir à des travaux que nous avons estimés semblables, à des notations éparses, à des observations et réflexions transposables de la part de chercheurs et enseignants européens, comme E. DURKHEIM, J. PIAGET, C. FREINET, H. DESROCHE, P.H. CHOMBART DE LAUWE, P.C. COLLIN, G. BELLONCLE et d'autres, illustrant par analogie notre étude en termes de pédagogie de groupe, déjà groupe-classe et groupe-école mais aussi groupe ethnique, clanique ou lignager d'affinité. Pour nous, ces micro-groupes d'observation constituent les composantes d'un groupe social homogène de dix sept mille personnes maintenues en auto-éducation professionnelle permanente dans une région rurale déterminée, dont quelques membres sont en outre ou par ailleurs sollicités par une formation professionnelle limitée dans des établissements scolaires urbains. Ce qui nous a contraint à des méthodologies et à des sémantiques diverses, changeantes, adaptées à chacun des processus repérés, dont la variété nuit avec évidence à l'homogénéité de notre discours.

En effet, les remarques habituellement formulées sur les procédures didactiques, la nature des enseignements programmés, les représentations sur l'éducabilité, les relations formateurs-formés, les modes d'acquisition des connaissances, les objectifs formatifs et leurs finalités, tous ces axes d'analyse devenaient parfois flous, difficiles à distinguer et à synthétiser en un tout pédagogique tant dans la dimension des usages coutumiers d'éducation professionnelle que dans celle des usages modernes de formation spécialisée.

Dès lors quelles sont les limites du cadre fondamental de notre réflexion théorique ?

Cinq concepts constituent des réponses indéniables à cette question. Il s'agit du concept de "Formation", - "Education", - "professionnelle", - "cadre" et "développement" ; ils se complètent, convergent et aboutissent tous à "l'enculturation", la "déculturation" et "l'acculturation", pour

prendre des termes sociologiques à consonance pédagogique.

La formation se définit par rapport à l'éducation. Elle est l'activité qui consiste à former un personnel professionnel, spécialisé pour intervenir dans un domaine social, économique ou culturel. Elle peut être initiale, continue, de perfectionnement ou de recyclage. Elle est déclarée comme "initiale" lorsqu'elle s'adresse à des jeunes issus de l'éducation scolaire ou de l'enseignement général, en quête d'une initiation ou d'une préparation affective à un emploi. Mais cette formation professionnelle peut concerner aussi les adultes et cela dans les quatre types de situations qui sont les suivants.

Les personnes qui changent de métier peuvent être amenées, en repartant de leur niveau d'enseignement général, à reprendre une filière de formation professionnelle, alors qu'elles ont eu précédemment l'expérience d'un métier.

Par ailleurs et dans le cas spécifique de cette étude appliquée au Congo ou à la région M'Bochi d'Ollombo, de nombreux adultes ont été insérés dans l'une des professions d'agent d'agriculture ou d'éducation scolaire de premier degré, avant et au cours de ces vingt quatre dernières années, sans préparation professionnelle spécifique. Aussi, certains adultes, de plus en plus nombreux aujourd'hui, se trouvent-ils dans l'obligation d'acquérir une profession précise, nettement délimitée, alors qu'ils ont déjà un emploi.

Une troisième situation de formation initiale concernant les adultes porte généralement le nom de promotion sociale. C'est un dispositif que les gouvernements nationaux avaient eu l'occasion, entre les années 60 et 70, de développer considérablement et avec un certain bonheur, pour donner une seconde chance à des adultes qui avaient dû quitter l'école très tôt, de suivre un enseignement général approfondi débouchant sur une formation professionnelle spécialisante. Ce dispositif existe encore mais,

curieusement s'est ralenti ; il semblerait même qu'il tende à disparaître, à cause de l'expression et du prolongement de l'éducation scolaire secondaire et supérieure dans l'ensemble du dispositif de l'enseignement général congolais.

Enfin, la quatrième dimension de la formation professionnelle initiale qui concerne les adultes touche ce que l'on pourrait désigner sous la formule de formation de développement personnel, "*sorte de capitalisation que fait un adulte*" (1), dans un champ professionnel autre que celui de son travail, soit pour s'en servir un jour, soit pour compenser des insatisfactions que génère son activité professionnelle.

La deuxième grande catégorie de la formation professionnelle relève de "ce que l'on appelle la formation "continue". Selon les modalités distinctes, parallèles ou opposées, s'il s'agit du modèle modernisant, elle ne concerne cette fois que les adultes, en entendant par ce terme, des hommes et des femmes salariés, agents des services agricoles ou de l'éducation nationale, qui reviennent eux-mêmes, en stage momentané pour suivre une formation professionnelle. En outre s'il s'agit du modèle coutumier, cette formation "prolongée" touche toutes les générations installées dans une communauté ethnique ou tribale ; en fonction de ses aspects polyvalents elle est souvent déclarée "informelle", parce que les frontières qui la distinguent de l'éducation professionnelle traditionnelle paraissent moins perceptibles.

Certes, dans l'ensemble de ces formations "continues", il faut encore distinguer quatre types de subdivisions : les formations les plus répandues ou les formations de "maintenance", c'est-à-dire, celles qui compensent

(1) (G.) LE BOTERF et coll. *L'audit de la formation professionnelle*, Paris, Les Ed. d'Organisation, 1985, 21.

l'usure d'une personne ou d'un groupe d'individus rassemblés en une même catégorie socio-professionnelle ou en un même clan ou lignage : elles les maintiennent à niveau pour une activité de qualité dans un travail sectoriel ou inter-sectoriel ou polyvalent.

En second lieu, nous désignons l'ensemble des formations continues liées au fait que les situations des travaux locaux exigent permanence, perpétuation ou reproduction, mais qu'ils contraignent également à une évolution, à des adaptations, voire des changements parce que les techniques et les compétences coutumières qu'on poursuit dans un contexte régional ou national d'activités socio-économiques, doivent se transformer.

On parle aussi de formation professionnelle continue lorsqu'une personne est promue dans la hiérarchie des responsabilités de l'organisation à laquelle elle appartient et se forme pour acquérir les nouvelles capacités requises par les formations qu'elle vise, ou auxquelles elle est promise.

Enfin, comme pour les formations professionnelles initiales, les formations-développement personnel, c'est-à-dire sans lien direct avec l'activité professionnelle, peuvent être considérées comme relevant d'une formation professionnelle continue que décide et que gère par lui-même l'agent considéré.

D'un côté comme de l'autre, la formation professionnelle polyvalente ou spécialisante qui est effectuée dans l'espace villageois ou dans les établissements scolaires, consiste soit à "enculturer" ou "enraciner" soit à "déculturer-acculturer" ou à "déraciner" par le biais de "préparer" ou de "parfaire" un "professionnel".

Sous le vocable d'éducation, nous entendons un ensemble d'activités qui visent à atteindre certains niveaux de connaissances dans diverses disciplines dont on souhaite faire acquérir la maîtrise des opérations techniques et intellectuelles qui sont mises en oeuvre dans un travail où *"le jugement de la personne est sollicité"* (1) et elles visent ainsi à la transformation de l'être. Cette éducation est dite informelle si elle s'effectue de manière spontanée, permanente, par influence et par imitation comme elle est effectivement réalisée dans toutes les circonstances quotidiennes qui mettent en relation les moins initiés et les plus avertis. Elle est déclarée formelle si elle est réalisée de manière concertée, prévue et organisée avec volonté respective d'en prendre les moyens et d'en acquérir les effets. Cela étant, le partage se fait sans ambiguïté dans le cas spécifique d'une formation professionnelle scolarisée dont la dynamique programmée favorise à la fois la transmission exacte des disciplines singulières qui caractérisent une profession précise mais aussi l'acquisition conjointe d'un ensemble de conduites, attitudes et idéaux qu'il convient de manifester dans cette profession. Nous prétendons par ailleurs qu'une certaine formalité se cache derrière l'informalité habituelle ou apparente de l'éducation professionnelle polyvalente en milieu rural M'Bochi d'Ollombo, en raison même d'une volonté concertée et réfléchie chez les plus anciens d'enculturer les jeunes générations ainsi que d'une acceptation réitérée et explicitée chez les enfants, adolescents et jeunes adultes d'acquérir et d'intérioriser les comportements de leurs aînés.

Nous entendons par "professionnel", l'exercice ou l'agent d'une activité sociale appartenant au secteur primaire, secondaire ou tertiaire caractérisant actuellement le travail humain, afin de le situer dans son domaine, par rapport à d'autres activités professionnelles, selon une contribution identifiable.

(1) (P.) LEBEL. *La pédagogie, outil de management*. Paris, les éd. d'organisation, 1985, 87.

En d'autres termes, est "professionnelle" une activité exercée par un groupe de personnes ayant des connaissances et des compétences identiques et qui de ce fait a une indépendance certaine par rapport aux autres activités exigeant des savoir-faire différents et réalisant d'autres objectifs spécialisés différents, complémentaires ou divergents. Elle se distingue également des activités polyvalentes, générales ou généralisantes qui recouvrent l'ensemble des actions nécessaires à la survie individuelle et collective et exercées par la totalité des membres d'un groupe considéré. Par suite de "la division du travail social", pour reprendre les termes de E. DURKHEIM, les sociétés modernes ont spécialisé des groupes de professionnels pour assurer l'ensemble et la variété de ses fonctions, alors que les sociétés traditionnelles comptent sur les services polyvalents de chacun de ses membres pour les assurer de manière permanente et multiforme ; pour les unes une structure complexe et "organisée" souvent conflictuelle à la façon des différents organes d'un corps humain et pour les autres une structure non moins complexe mais "communautaire" où les tensions sont toujours régulées pour que tous les services attendus soient assurés de chacun à chacun dans leur totalité et sans défaillance, sans acception ni exclusion de personne.

Nous entendons par "cadres", certains membres du personnel d'une entreprise agricole, éducative, industrielle, commerciale, nationalisée ou d'Etat, qui ont une influence plus ou moins importante, suivant leur niveau hiérarchique, sur la définition ou l'exécution ou le contrôle des politiques de développement d'un secteur d'activité nationale ou régionale. Cette définition très générale concernant l'ensemble des cadres interpelle les niveaux formation professionnelle acquis au terme du processus de celle-ci. Ce qui est une condition déterminante du titre de cadre dont l'obtention constitue le signe tangible de la promotion et de l'accès d'une élite fermée de personnes, maintenant bénéficiaires d'une identité sociale particulière qui, sans ces critères repérables, serait pour eux-mêmes une "énigme"(1).

(1) (L.) BOLTANSKI. *Les cadres et la formation d'un groupe social* ; Paris, Minuit, 1982, 48.

Par analogie aux officiers de l'armée, selon la comparaison que fait Marc BENAIN (1), pour les cadres civils, il existe également différents niveaux qui correspondent aux différentes grandes catégories "cadres supérieurs", "cadres supérieurs-moyens", "cadres supérieurs-subalternes", "cadres-moyens", "cadres subalternes" et "cadres auxiliaires" relativement au-dessus des ouvriers et des employés que l'américain EZRAN SULEIMAN qualifie de "*groupes désavantagés de la société*" (2). A chaque niveau des groupes constitués, les "cadres" dépositaires d'une formation professionnelle spécifique, indiquant en quoi ils sont formés, sont désignés désormais pour assurer les innovations qui doivent se traduire en terme de développement. Ils sont responsables d'une fraction plus ou moins importante de l'enchaînement des actions concourant à leur activité sociale, économique ou culturelle dans le milieu urbain ou rural. A dessein, il convient d'insister qu'un cadre est un individu "responsable" dont les actes et les décisions, les comportements et conduites individuels et collectifs ont une influence sur la vie et la survie des producteurs directs, ouvriers ou paysans. M. CROZIER et E. FRIEDBERG soulignent unanimement qu'il s'agit des acteurs disposant "ainsi de pouvoir sur les autres acteurs" ; pouvoir faisant de chacun d'entre eux une personnalité nationale dans le but de contraindre simultanément les autres membres de l'organisation sociale ou des communautés ethniques ou tribales, à satisfaire leurs exigences qu'ils reçoivent eux-mêmes de l'Etat central (3).

(1) (M.) BENAIN. *Comment réussir votre carrière de cadre* ; Paris, Ed. Technique et Vulgarisation, 1969, 76.

(2) (E.N.) SULEINMAN. *Les hauts fonctionnaires et la politique* ; Paris, Ed. du Seuil, 1976, 21 (col. Sociologie politique).

(3) (M.) CROZIER - (E.) FRIEDBERG. *L'acteur et le système*, ..., 79

De nombreux chercheurs comme H. DESROCHE, G. ROCHER, G. BELLONCLE, G. LERBET, J.M. MONTEIL et d'autres, s'accordent pour conceptualiser le développement dans le sens d'aménager ou de déménager, de déployer, étendre, faire apparaître, augmenter, détailler, prendre une envergure, rayonner. Cela s'applique aussi bien à un territoire national, à une région rurale spécifique, à un groupe ethnique ou tribal précis qu'à une personne isolée. Ainsi, ce concept de développement se charge des connotations variées. Que recouvre-t-il en matière de formation professionnelle des cadres socio-économiques ?

Dans notre approche, le concept de développement recouvre l'acquisition, le stockage, l'emmagasinement des connaissances, des savoir-faire et savoir-être : c'est acquérir par la découverte des choses naturelles. Du développement d'une ou plusieurs personnes et de la transformation de celles-ci, découle le développement régional qui aura ainsi une signification tant quantitative que qualitative.

Le développement de la personne, de laquelle dépend le développement régional ou villageois, c'est aussi savoir se libérer des savoirs et comportements périmés et pouvoir vivre une autre réalité, un progrès. Le développement conduit donc à une notion de coupure ou de suspension, au repérage d'écarts, de seuils, de mouvements. Vivre un développement par ou après la formation professionnelle, c'est "bouger", se mobiliser, déménager de façon linéaire, progressive, régulière ou intermittente. C'est s'insérer dans un processus évolutif marqué successivement d'étapes, de niveaux, de ruptures, de nouveaux départs. Mais c'est aussi un mouvement réfléchi, intériorisé, traversé par une réflexion lente ou intense mais permanente : il passe nécessairement par des instants ou des périodes de méditation ou de rumination explicite individuelle ou collective pour permettre la mobilisation du "Moi" en face des déracinements et des enracinements jugés opportuns ou rendus indispensables et favoriser la re-conquête

de l'Ego". Sans cette réappropriation personnelle ou sociale, individuelle ou collective, il ne s'agit pas de développement mais d'aménagement ou même de destruction.

En définitive, pour nous, il n'y a développement véritable que lorsqu'on donne et se donne ce type et ces critères de développement comme finalité pour toutes les actions engagées, dont les nouveaux modèles ou les formes rénovées de la formation professionnelle. C'est à cette référence que nous jugerons finalement les faits et gestes que nous allons présenter au cours des pages suivantes.

Devant ces pratiques d'éducation professionnelle coutumière et de formation professionnelle spécialisante moderne, une série de questions ont néanmoins surgi et pris corps dans notre réflexion et notre analyse.

Tout d'abord en est-il bien ainsi ? Y a-t-il effectivement deux champs distincts, parallèles, opposés pour lesquels les processus sont différents entre tradition et modernité, entre immobilité et mobilité ? C'est une interrogation adressée à notre classification elle-même : est-elle fortuite, arbitraire, manipulatrice ou pertinente ? Comment en est-il ainsi dans chaque ensemble des actions pédagogiques rassemblées dans ce document ?

Enfin, les écarts qui séparent ces conduites spécifiques, endogènes et exogènes, consciemment ou inconsciemment poursuivies, nous permettent-ils de rendre compte au singulier, de "la formation professionnelle des cadres socio-économiques au Congo" (1960-1984) pour une contribution au développement de la région M'Bochi d'Ollombo, dont il s'agirait alors de désigner les composantes pédagogiques particulières ?

Dans la Région M'Bochi d'Ollombo, aucune recherche en matière de sciences humaines, notamment de sciences de l'éducation et, plus spécifiquement, à propos de la formation professionnelle des cadres socio-économiques n'a jamais été effectuée. Certains travaux des assemblées populaires, Conseils des districts et régionaux, se sont limités à l'élaboration des projets de développement dont l'inefficacité et l'inadaptation dans la formation professionnelle des cadres compromettent précisément l'application et le rendement. C'est dire que la complexité des questions que pose cette formation justifiait une recherche approfondie.

- Celle-ci s'est avérée délicate et n'a pu se faire qu'en trois phases successives et complémentaires :

- la première phase a visé la collecte et l'étude des documents officiels : textes gouvernementaux, programmes des institutions de formation, écrits sur l'Histoire de l'Afrique ou du Congo, travaux théoriques et pratiques traitant de différents problèmes de sciences de l'Education, en particulier ceux de la formation professionnelle des cadres.
- la deuxième phase a consisté en une enquête systématique menée par des entretiens semi-directifs auprès de trois groupes d'individus : d'abord dans le groupe des dirigeants chargés de conduire la politique "d'éducation nationale et de formation universitaire et professionnelle". Auprès de ces premiers partenaires dont le nombre se limite à "20 personnes : les responsables nationaux indiqués dans l'organigramme du Cabinet ministériel de l'Education Nationale, de Formation Universitaire et Professionnelle" (1), nos entretiens se sont limités aux différents thèmes concernant la formation professionnelle du personnel d'encadrement des services suivantes : essentiellement de l'enseignement primaire et du secteur agricole.

(1) *Organigramme du Cabinet Ministériel de l'Education Nationale de Formation Universitaire et Professionnelle, approuvé par Arrêté n° 0081/MENUP/7-3 79 - pp. 4-5 ; Brazzaville 11 mars 1979/ Ampliations.*

- *Services Centraux d'Etat - Cellules du Parti et organisations des masses de la République Populaire du Congo.*

Ensuite, la même méthode d'entretiens semi-directifs a été appliquée à "99 personnes", soit la totalité des "cadres bénéficiant de la formation professionnelle moyenne, actuellement en service dans la Région M'Bochi d'Ollombo (1). Enfin, et par le même procédé, une troisième s'est adressée aux populations rurales (2), dont nous n'avons retenu que quelques témoins privilégiés ; des notables, susceptibles de représenter chacune des fonctions sociales de cette contrée ethnique ou tribale.

Ce faisant, si notre procédé a été pertinent, nous avons cherché à obtenir de nos partenaires des réponses libres, mais portant sur les problèmes qui nous préoccupent. Nous avons recouru pour cela à des entretiens semi-directifs, élaborés à partir des éléments qui constituent l'ensemble de notre plan d'étude.

Nous savions fort bien que tous nos partenaires sont impliqués dans les problèmes de la formation professionnelle, qu'il s'agisse des premiers : les dirigeants et les cadres eux-mêmes, ou des seconds : les populations autochtones, qui ne savent ni lire, ni écrire mais subissent les effets des faiblesses de la formation professionnelle du personnel d'encadrement.

(1) *Registre du Personnel affecté : "Personnel cadres des (S.A.F.) Services Administratifs et Financiers Directeurs et Chefs de Services de l'enseignement primaire et secondaire, centres Médicaux et infirmeries, Secteurs Agricoles, Commissariat régional du Gouvernement des Plateaux, Djambala 1979, Gréliche n° 4" Personnel et Notices individuelles, 215 p. (Textes).*

(2) *Mission Nationale de Recensement "Rubrique Populations rurales de la Région des Plateaux" Brazzaville 1973, 51 p. Pour justifier notre choix des témoins privilégiés, nous signalons que sur 17.000 habitants des populations de la Région M'Bochi d'Ollombo, à l'exception des enfants et adolescents scolarisés, la majeure partie des adultes ne savent ni lire, ni écrire, et qui présentent un aspect impossible pour être saisi par questionnaire.*

En outre, notre position personnelle d'enquêteur a été comme nous l'avons rappelé en présentant le sujet de cette étude, celle d'un observateur participant, ce qui justifiait le choix d'entretiens semi-directifs. Mais il est certain que nos liens avec la Région "M'Bochi d'Ollombo", ce dont nous sommes entièrement conscient, ont pu compliquer et parfois faciliter le traitement de nos enquêtes.

Qu'il s'agisse de l'exploitation des documents officiels, des recherches théoriques et pratiques en sciences de l'Education sur la formation professionnelle des cadres socio-économiques, nous avons adopté une seule technique de traitement : un dépouillement conduit par analyse de contenu. Les thèmes principaux que nous avons retenus nous ont permis de saisir la réalité objective des conduites et des tendances collectives des représentations manifestées par nos partenaires. Ces résultats ont été éclairés par des concepts empruntés à divers chercheurs ou "forgés" par nous-même à partir de l'apport des sciences de l'éducation à l'étude de la formation professionnelle des cadres socio-économiques. Ainsi, si dans l'ensemble, l'observation et l'interprétation de cette réalité sociale apparaissent à la fois objectives et subjectives, nous espérons que notre étude sera jugée cohérente et rigoureuse.